



## BATAILLE DE LA MARNE

Lors du CTL du 28 avril dernier consacré au Fonds pour l'Amélioration du Cadre de Vie au Travail (Cf. lettre d'informations CGT d'avril 2022), la CGT seule a défendu avec force la proposition d'enveloppes dites de convivialité par service au prorata des effectifs (à raison de 100 € par agent). **Refus catégorique de la Direction** au motif que cela n'entrait pas dans le cadre de l'accord national.

Curieusement, la consultation du site de la DDFIP de la Marne (51) nous apprend qu'à l'issue d'un travail commun, cette Direction et l'ensemble des représentant.es du personnel (dont la CGT bien sûr) ont abouti à une validation unanime de propositions des agents avec un ordre de priorité.

Et d'après vous, que retrouve t-on en n° 1 ? « Les actions de convivialité : séminaires en groupe d'une demi-journée (visite de musée, balade en barque, cours de cuisine, initiation au golf ...) avec prise en charge du déjeuner ! Alors toujours pas possible ? Toujours hors cadre ? Nos camarades ont gagné cette bataille de la Marne. Qui a dit que « seules sont perdues d'avance les batailles qu'on ne livre pas » ?

## FRAUDE EN BANDE ORGANISÉE

Selon **Disclose**, General Electric a transféré plus de 800 millions d'euros de la France vers des paradis fiscaux. Les révélations concernent le schéma d'évasion fiscale ayant permis à General Electric de minorer son bénéfice en France via la Suisse et le Delaware. **Le tout avec la complicité de Bercy** selon eux : « la multinationale a fait valider son schéma fiscal, donc les liens entre ses filiales, par Bercy. En retour, elle a obtenu que les services du ministère n'effectuent pas de contrôle » !

Une plainte contre X pour blanchiment de fraude fiscale, abus de confiance, faux et usage de faux et recel aggravé en bande organisée est portée par Eva Joly au nom du Comité social et économique et des syndicats. « Il est grand temps de dire stop à tout ça ! Pour sauver notre industrie et notre service public. Si on veut pouvoir financer la transition écologique, financer nos services publics, il est urgent d'aller chercher l'argent où il est, c'est-à-dire dans les paradis fiscaux » rappelle l'association ATTAC. Pour rappel, la fraude fiscale des plus riches et des multinationales oscille entre 80-100 milliards € par an à aller chercher.

Au-delà de l'évasion fiscale, c'est aussi un « fiasco industriel qui n'en finit plus. Sept ans après la vente de la branche énergie d'Alstom à General Electric, le

bilan de la multinationale américaine en France est désastreux : 5 000 emplois supprimés, dont 1 400 au sein de l'usine de Belfort ; un savoir-faire technologique laissé à l'abandon... ». Bref, un pillage en bonne et due forme d'un outil industriel.

## BIS REPETITA PLACENT

Bercy n'en finit plus d'innover dans le foutage de gueule. Après le « FACVT », voici maintenant le « grand remue-méninges » ! Il s'agirait pour les directions locales de réunir les agents pour recueillir leurs avis, établir une feuille de route qui servirait à construire le nouveau contrat d'objectif et de moyens. Ces réunions se tiendraient « en dehors de toute orientation prédéfinie. » Dans quel monde M. Fournel voudrait nous faire croire que l'on vit ? Après avoir explosé notre réseau avec le NRP (toujours en cours), supprimé moult emplois, éradiqué les instances paritaires (CAPL et bientôt CHSCT), le DG voudrait nous laisser accroire qu'il écoute les agent.es... Il s'agit une fois encore de court-circuiter les représentant.es du personnel et « gagner » de l'acceptation. Autrement dit, **nous sommes devant une tactique managériale pour nous faire avaler avec le sourire les prochaines couleuvres, sans doute de la taille d'un boa.** Bref nous ne jetterons pas la pierre aux collègues tenté.es par l'expérience mais c'est collectivement que les agent.es des Finances pourront définir et porter leurs revendications, pas dans les salons de la Direction !

## MENACES SUR LES RETRAITES



Gouvernement et MEDEF veulent imposer de nouveaux reculs en matière de retraite. **Pourquoi ?** Les banques et les assurances veulent mettre la main sur les **14 % de PIB** qui, grâce à nos **cotisations**, financent les retraites par répartition et échappent à la spéculation. Comment ? En faisant chuter le montant des pensions pour contraindre celles et ceux qui en ont les moyens de se tourner vers

l'épargne retraite, la **capitalisation**. Ce serait une triple peine : aucune garantie de récupérer notre épargne ; la **financiarisation** de nos entreprises et de notre travail ; l'affaiblissement de notre sécurité sociale.